



SLR rompt les discussions et appelle à une manifestation le 20 Mai

Assemblée Générale

mercredi 18 mai 2005,

12h30, amphi de biologie,

parc Valrose à Nice:

organisation de la

manifestation du 20 mai à Cannes

Les Raisons de la Colère

Il y a tout juste 6 mois, le texte des états généraux de la recherche (EGR), fruit d'une puissante mobilisation, était remis au gouvernement. Depuis, SLR et les organisations syndicales participent, dans des formes variées, à un processus de discussion avec le ministère dans le cadre de la préparation de la Loi d'Orientation et de Programmation pour la Recherche.

Ce processus est aujourd'hui au point mort du fait du refus du gouvernement de s'engager sur la programmation des postes et des moyens qui conditionnera en grande partie le contenu de cette loi, pour une discussion en Conseil des Ministres en juin. Sur cette question, la seule annonce positive a

été faite par le Premier Ministre le 6 Avril et concerne la création de 3000 nouveaux postes statutaires en 2006. Cette promesse, obtenue à la suite des manifestations de Février et Mars, est à mettre en regard de la stagnation de l'emploi scientifique en 2005 que nous n'avons cessé de dénoncer.

Les quelques informations distillées par le ministère depuis lors montrent que la logique prônée par les EGR risque en réalité d'être totalement contredite dans le projet de loi à venir :

1 - Alors que nous demandons un doublement d'ici 2010 des crédits de base des organismes et des universités, ceux-ci n'augmenteraient que très modérément. Dans le même temps, le budget de l'ANR continuerait de croître à un rythme extrêmement soutenu (de l'ordre de +350 Millions d'€ par an). Le choix politique d'un tel déséquilibre menacerait à moyen terme la survie des organismes et aggraverait de façon mécanique le développement de la précarité dans les laboratoires.

2 - La progression insuffisante du recrutement à l'Université rendrait par ailleurs impossible la politique de décharges d'enseignement pour les enseignants-chercheurs sauf à accepter une logique de modulation de service de type Belloc. Cette politique de décharge est pourtant reconnue unanimement comme un élément déterminant pour une relance de la recherche universitaire.

3 - Alors que les jeunes se détournent des métiers de la recherche, aucune mesure permettant de résorber la précarité et d'améliorer l'attractivité des carrières, pour toutes les catégories de personnel (ITA, IATOS, jeunes chercheurs, chercheurs, enseignants-chercheurs), n'est prévue dans le projet actuel.

Nous ne pouvons accepter sans colère et sans réagir un tel manque d'ambition pour la recherche en France, la répartition et l'utilisation annoncée par le gouvernement des 6 milliards promis pour la recherche pour les années à venir. **C'est pourquoi SLR et les organisations syndicales ont décidé collectivement d'interrompre, à dater du 15 mai, toute discussion avec le ministère tant que l'annonce d'une programmation conforme à l'esprit des EGR n'aura été faite officiellement.** On ne peut espérer que le gouvernement tienne ses engagements (prise en compte des Etats Généraux, respect d'un calendrier qu'il a lui-même annoncé) sans une forte mobilisation de la communauté scientifique, en particulier lors de la

JOURNEE D'ACTION NATIONALE POUR LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

MANIFESTATIONS VENDREDI 20 MAI 2005

à Paris et dans les 7 grandes villes de France : Toulouse, Montpellier, Marseille, Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Lyon

SLR, SGEN-INSERM, FERC-SUP, SNCS-FSU, SNESSUP-FSU, SNTRS-CGT...